



**Arrêté n° AE- 004323/KK P du 03/09/2025**  
**portant décision d'examen au cas par cas**  
**en application de l'article R122-3-1 du Code de l'environnement**

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 à R122-3-1 ;

Vu l'arrêté du ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires du 16 janvier 2023 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur n°R93-2025-01-20-00004 du 20/01/2025 portant délégation de signature à Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro 004323/KK P, relative à la réalisation d'un projet de remodelage de la piste du Belvédère Montclar sur la commune de Montclar (04), déposée par la commune de Montclar, reçue le 14/07/2025 et considérée complète le 29/07/2025 ;

**Considérant la nature du projet**, qui relève des rubriques 43 b) et 47 a) du tableau annexe de l'article R122-2 du Code de l'environnement et consiste en la reprise de la piste du Belvédère de la façon suivante :

- défrichement des parcelles B 47 (5 000 m<sup>2</sup>), B 72 (2 700 m<sup>2</sup>), B 92 (1 100 m<sup>2</sup>), B 90 (535 m<sup>2</sup>), B 89 (1 375 m<sup>2</sup>), B 75 (5 m<sup>2</sup>), B 76 (1 010 m<sup>2</sup>) et B 77 (60 m<sup>2</sup>), pour une surface totale de 11 785 m<sup>2</sup> ;
- remodelage et correctif de devers ;

**Considérant que ce projet a pour objectif** de permettre un retour en station plus sécurisé pour les familles, les groupes d'enfants et les écoles de ski ;

**Considérant la localisation du projet :**

- en zone naturelle, sur le domaine skiable de Montclar – les 2 Vallées (entre 1330 et 1800 m d'altitude) ;
- en zone Ns, domaine skiable, du plan local d'urbanisme dont la dernière procédure a été approuvée le 04/11/2019 ;
- en zone de présence du Gypaète barbu, partiellement en zone d'habitat très favorable du Sonneur à ventre jaune et à proximité immédiate d'une zone de présence potentielle du Râle des Genêts, espèces toutes trois menacées et protégées faisant l'objet respectivement d'un plan national d'actions (PNA) ;
- à environ 270 m de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique terrestre de type II n°930012732 « Massif de la montagne blanche – Vallon de la blanche du Laverq – Tête de l'Estrop » ;
- au sein du périmètre de protection de la réserve nationale naturelle géologique de Haute Provence ;
- à proximité (moins de 200 m) du périmètre de protection rapprochée du captage d'eau destinée à la consommation humaine (EDCH) de la source de l'Adoux établi par arrêté préfectoral n°2015-029-0011 du 29/01/2015 et portant d'utilité publique ;
- en zone d'aléa glissement de terrains faible à moyen (G1, G2) de la cartographie informative des phénomènes naturels de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence d'août 2018 ;
- partiellement en zone d'aléa faible de ravinement (V1) de la cartographie informative des phénomènes naturels de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence d'août 2018 ;
- en zone de sismicité 3 (modérée) d'après le zonage sismique de la France en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2011 (cf. article D563-8-1 du Code de l'environnement) ;
- en zone d'aléa faible à fort du risque incendie de forêt du « porter à connaissance » en date du 07/02/2020 ;
- en zone de montagne ;

Considérant que le pétitionnaire a fait réaliser une note environnementale, qui a identifié des enjeux écologiques avérés et potentiels au niveau de l'emprise du projet ;

**Considérant cependant l'absence :**

- d'information sur la quantification de remblais/déblais effectués et sur les modalités de réalisation des travaux (notamment l'accès, le stockage et l'entretien des engins de chantier) à proximité du périmètre rapprochée du captage d'eau ;
- d'analyse des risques de glissement de terrain potentiel, prenant en compte la modification de la topographie du site ;
- d'étude concernant la prise en compte des PNA, notamment ceux du Gypaète Barbu et du Râle des genets, présents sur le site ;

Considérant qu'à ce stade le dossier présenté ne permet pas de garantir une absence de perte nette de biodiversité ;

Considérant qu'une étude d'impact permettra notamment de consolider la mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction, de les adapter aux spécificités du projet et, le cas échéant, de prévoir des mesures de compensation ;

## **Arrête :**

### **Article 1**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le dossier de demande d'autorisation du projet de remodelage de la piste du Belvédère Montclar situé sur la commune de Montclar (04) doit comporter une évaluation environnementale dont le contenu est défini par l'article R122-5 du Code de l'environnement.

Les objectifs spécifiques poursuivis par la réalisation de l'évaluation environnementale sont explicités dans les considérants de la présente décision. Ces objectifs sont exprimés sans préjudice de l'obligation pour le maître d'ouvrage de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du Code de l'environnement.

### **Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3-1 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### **Article 3**

Le présent arrêté est publié sur le portail internet de l'évaluation environnementale<sup>1</sup>. La présente décision est notifiée à la commune de Montclar.

Fait à Marseille, le 03/09/2025.

Pour le préfet de région et par délégation,  
Pour le directeur et par délégation,  
L'adjoint à la cheffe d'unité évaluation  
environnementale,

Guillaume DUBOIS



<sup>1</sup> <https://evaluation-environnementale.developpement-durable.gouv.fr/#/public/portalReviews?place=Provence-Alpes-C%C3%B4te%20d'Azur>

**Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :**

**1- Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :**

**- Recours gracieux :**

**À déposer sur [le portail internet de l'évaluation environnementale](https://evaluation-environnementale.developpement-durable.gouv.fr/#/auth/signin)<sup>2 3</sup> à l'attention de :**

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône  
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement  
Service Connaissance, Aménagement Durable et Évaluation  
16, rue Zattara  
CS 70248

13331 - Marseille cedex 3

**(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)**

**- Recours hiérarchique :**

Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire  
Commissariat général au développement durable  
Tour Séquoïa  
1 place Carpeaux  
92055 Paris – La-Défense Cedex

**(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)**

**2- Recours contentieux :**

Tribunal administratif de Marseille  
31 Rue Jean-François Leca - 13002 Marseille

**(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).**

---

2 <https://evaluation-environnementale.developpement-durable.gouv.fr/#/auth/signin>

3 Code des relations entre le public et l'administration, article L112-8 : « L'administration met en place un ou plusieurs téléservices, dans le respect des dispositions de loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique et aux libertés et des règles de sécurité et d'interopérabilité prévues aux chapitres IV et V de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives. Lorsqu'elle met en place un ou plusieurs téléservices, l'administration rend accessibles leurs modalités d'utilisation, notamment les modes de communication possibles. Ces modalités s'imposent au public. Lorsqu'elle a mis en place un téléservice réservé à l'accomplissement de certaines démarches administratives, une administration n'est régulièrement saisie par voie électronique que par l'usage de ce téléservice. »